

"Un partage du pouvoir serait une solution" (Domitille Kiramvu)

Deutsche Welle, 21.07.2015 Jour J au Burundi : les bureaux de vote ont ouvert ce mardi matin pour l'Élection présidentielle. Parmi ceux qui ont dû fuir le pays, notre consœur et ex-correspondante à Bujumbura, Domitille Kiramvu. Voici sa tribune. La crise burundaise peut avoir deux issues possibles. La guerre civile, ce que personne ne veut. Les Burundais ont suffisamment connu les affres d'une guerre civile qui a duré des années. Les Burundais veulent la paix. Mais pas au prix de la perte de leur liberté fondamentale. Dans ce cas, cette guerre est la bienvenue pour crever l'abcès.

La deuxième issue serait un partage du pouvoir. C'est une situation où personne ne gagne et où personne ne perd. Nkurunziza ne serait pas chassé ni par la force ni par l'asphyxie financière imminente et aura ainsi la chance de diriger. Mais le hic, il serait obligé de rouvrir les radios qu'il a fermées. Il dirigerait juste pour une petite et première période de transition, et non un mandat entier. Histoire d'enfin préparer sa sortie honorable. La deuxième tranche serait par contre confiée à un opposant radical. Histoire de lui permettre de respirer et d'exercer ses droits les plus absolus ou encore d'asseoir son autorité. Par exemple, permettre à la vraie opposition de ne fâcher que ce qu'organiser une simple réunion dans le milieu rural, avec ses sympathisants, chose interdite depuis 2005 sous le règne absolu du CNDD-FDD. Avec cette deuxième issue, tout le monde est frustré mais en même temps content. Les opposants ratent l'occasion d'humilier Nkurunziza mais obtiennent quand même le droit absolu de vivre politiquement, droit qui n'était pas garanti depuis quelques années. La mouvance CNDD-FDD rate l'occasion de régner 5 ans sur la base de la terreur, mais ne va quand même nulle part et reste sur l'échiquier politique burundais, avec un autre leader à la tête. A la fin, tout le monde sera content. Content justement, car après cette transition, l'on pourra tranquillement dire bonjour aux élections libres, crédibles, transparentes et inclusives avec une CENI neutre, où chaque citoyen a le droit de paix, ne ferait que simplement dire: que le meilleur gagne. Et que les investisseurs reviennent. Bref, que la vie continue.